sa neuvième session, de réserver une place particulière à leurs plans pour l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles politiques et stratégies nationales en vue d'améliorer d'ici à l'an 2000 les conditions de logement des pauvres et des personnes défavorisées ainsi que les quartiers où ils vivent;

5. *Exhorte à nouveau* tous les gouvernements, notamment ceux des pays développés, qui n'ont pas encore annoncé de contribution volontaire, ainsi que les institutions financières internationales et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, à fournir un appui effectif, financier et autre, au programme de l'Année internationale du logement des sans-abri;

6. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Conseil économique et social, lors de sa seconde session ordinaire de 1986, un rapport sur les progrès réalisés dans l'exécution du programme approuvé de mesures et d'activités à entreprendre avant et pendant l'Année internationale du logement des sans-abri⁹⁷;

7. *Invite* le Conseil économique et social à inclure un compte rendu spécial de ses débats sur la question dans le rapport qu'il présentera à l'Assemblée générale lors de sa quarante et unième session;

8. *Décide*, compte tenu du fait que 1987 est l'Année internationale du logement des sans-abri, d'accorder une attention spéciale à l'Année lors de sa quarante et unième session.

119^e séance plénière
17 décembre 1985

40/204. Participation effective et intégration des femmes au développement⁹⁸

L'Assemblée générale,

Prenant note avec satisfaction de l'étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement⁹⁹,

Considérant que, bien que l'étude précitée ait été soumise à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, elle doit encore faire l'objet de l'examen détaillé qu'elle mérite,

Notant avec satisfaction que la Conférence a adopté les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme¹⁰⁰, qui constituent une importante contribution positive à la réalisation des objectifs de la Décennie et offrent un cadre général pour la promotion de la femme à l'horizon 2000,

1. *Invite* la Commission de la condition de la femme à formuler, lors de sa trente et unième session, des recommandations précises ayant une orientation pratique, prenant pour base l'étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement et s'inscrivant dans le cadre de l'application générale et du suivi des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, à veiller à ce que ces recommandations soient orientées vers une action aux niveaux national et international, y compris la coopération entre pays en développement, se situent dans un contexte économique et portent sur les problèmes sectoriels et intersectoriels identifiés dans l'étude, et à transmettre son rapport, par l'intermédiaire du Conseil économique et social lors de sa seconde session ordinaire de 1986, à l'Assemblée générale lors de sa quarante-deuxième session, en tant qu'alinéa du point de son

ordre du jour intitulé "Participation effective et intégration des femmes au développement économique";

2. *Prie* le Secrétaire général de tenir compte de ces recommandations lors de la formulation du plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne les femmes et le développement¹⁰¹, et d'inviter les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, notamment l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, à prendre en considération les incidences de l'étude mondiale lors de l'établissement de leurs contributions à ce plan;

3. *Prie également* le Secrétaire général d'élaborer périodiquement une étude actualisée sur le rôle des femmes dans le développement, en la centrant sur certains problèmes nouveaux de développement qui ont une incidence sur le rôle des femmes dans l'économie aux niveaux local, national, régional et international;

4. *Décide* que la première mise à jour de l'étude lui sera présentée lors de sa quarante-quatrième session, en 1989;

5. *Invite* la Commission de la condition de la femme à faire une recommandation, lors de sa trente et unième session, concernant les mises à jour futures de l'étude après 1989, en ne perdant pas de vue la nécessité d'une coordination efficace avec les activités de suivi de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix;

6. *Invite également* la Commission de la condition de la femme à proposer des règles pour la première mise à jour de l'étude, dans laquelle devraient figurer des données et informations plus complètes concernant le rôle des femmes dans le développement et, notamment, leur rôle dans le secteur non structuré de l'économie;

7. *Demande instamment* aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de participer aux préparatifs de la première mise à jour de l'étude;

8. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-deuxième session, un rapport d'activité sur les préparatifs de la première mise à jour périodique de l'étude, contenant un aperçu de sa portée et de sa teneur, afin que la Commission de la condition de la femme, lors de sa trente-deuxième session, puisse tenir compte de ce rapport ainsi que des observations formulées sur la question par les délégations à l'Assemblée générale;

9. *Prie également* le Secrétaire général, lorsqu'il établira la première mise à jour de l'étude, d'utiliser la contribution apportée par la Commission de la condition de la femme à sa trente-deuxième session et par le Conseil économique et social en 1988.

119^e séance plénière
17 décembre 1985

40/205. Application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, où figurent la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre éco-

⁹⁸ Voir également sect. I, note 17, et sect. VI, résolution 40/101.

⁹⁹ A/CONF.116/4 et Corr.1.

¹⁰⁰ Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développe-

ment et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10), chap. I, sect. A.

¹⁰¹ Voir résolution 1985/46 du Conseil économique et social, en date du 31 mai 1985.

nomique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, qui contient la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

Rappelant également sa résolution 39/174 du 17 décembre 1984,

Réaffirmant les dispositions de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement¹⁰² et les conclusions concertées du Comité chargé d'examiner et d'évaluer la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement¹⁰³, en ce qui concerne les pays les moins avancés,

Confirmant le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés⁴², dont l'objectif est de transformer l'économie des pays les moins avancés de façon qu'ils puissent arriver à un développement autonome et de leur permettre au moins d'assurer à tous leurs citoyens, notamment à la population pauvre des campagnes et des villes, des normes minimales reconnues internationalement en matière de nutrition, de santé, de transports et communications, de logement, d'enseignement et d'emploi,

Réaffirmant la nécessité de respecter le système socio-politique et économique de chacun des pays les moins avancés dans l'application du nouveau Programme substantiel d'action,

Profondément préoccupée par la détérioration continue des conditions socio-économiques dans les pays les moins avancés, en dépit des efforts déployés sur le plan national et international pour atteindre les buts et objectifs du nouveau Programme substantiel d'action,

Gravement préoccupée par la situation économique critique où se trouvent notamment les pays les moins avancés d'Afrique,

Consciente des problèmes spécifiques des pays les moins avancés, sans littoral ou insulaires, exposés dans les résolutions 137 (VI) et 138 (VI) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 2 juillet 1983³⁸, et dans la résolution 319 (XXXI) du Conseil du commerce et du développement, en date du 27 septembre 1985³⁹,

Rappelant le paragraphe 119 du nouveau Programme substantiel d'action, où il est recommandé que le Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tout en procédant à l'examen à mi-parcours, étudie la possibilité d'effectuer à la fin de la décennie un examen global de l'application du nouveau Programme substantiel d'action, qui pourrait se dérouler, éventuellement, dans le cadre d'une conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur l'examen global à mi-parcours des progrès accomplis dans l'application du nouveau Programme substantiel d'action¹⁰⁴, auquel a procédé le Groupe intergouvernemental à sa sixième session,

1. *Souligne* que, vu la détérioration de leur situation socio-économique, les pays les moins avancés ont besoin d'urgence de l'attention spéciale de la communauté internationale et de son appui massif et continu pour pouvoir progresser sur la voie d'un développement autonome, con forme aux plans et programmes arrêtés par chacun d'eux.

2. *Réaffirme* le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés, en tant que base d'une coopération continue entre les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement, ainsi qu'un engagement en faveur de l'application intégrale et effective dudit Programme;

3. *Fait siennes* les conclusions et recommandations contenues dans le rapport du Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés¹⁰⁵ relatives à l'examen global à mi-parcours du nouveau Programme substantiel d'action qui figurent également en annexe à la présente résolution et qui visent à assurer l'application intégrale du nouveau Programme substantiel d'action au cours de la seconde moitié de la décennie;

4. *Demande* à tous les gouvernements, institutions intergouvernementales et multilatérales, organes, organisations et organismes des Nations Unies, organisations non gouvernementales et à tous les autres intéressés de prendre immédiatement des mesures concrètes et adéquates pour appliquer le nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés, en tenant dûment compte des conclusions et recommandations découlant de l'examen global à mi-parcours, de façon que chacun des pays les moins avancés puisse obtenir un minimum de résultats en matière de développement socio-économique;

5. *Réaffirme* que c'est aux pays les moins avancés eux-mêmes qu'incombe avant tout la responsabilité de leur développement global et que, si les mesures internationales d'appui ont une importance vitale, les politiques nationales suivies par ces pays joueront un rôle important pour faire aboutir leurs efforts de développement, et invite instamment les pays les moins avancés à poursuivre leurs efforts en vue d'appliquer les dispositions du nouveau Programme substantiel d'action à l'échelon national;

6. *Lance un appel* aux pays donateurs pour qu'ils continuent à faire tout leur possible pour accroître leurs contributions, vu le rôle important que joue l'aide publique au développement pour aider les pays les moins avancés à atteindre les objectifs de leurs programmes nationaux dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action, et prie instamment les pays donateurs qui n'ont pas encore contribué pour 0,15 p. 100 de leur produit national brut, ou qui n'ont pas encore doublé l'aide publique au développement qu'ils fournissent aux pays les moins avancés, de faire tout leur possible pour atteindre ces objectifs, qui figurent dans la résolution 142 (VI) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 2 juillet 1983³⁸, telle qu'elle a été adoptée;

7. *Prie instamment* les pays les moins avancés de se doter d'un cadre de politiques appropriées, telles que politiques de fixation des prix, réforme institutionnelle, rationalisation des dépenses publiques et de la gestion du secteur public, et mesures visant à mobiliser l'épargne intérieure par la fiscalité, les institutions financières intérieures et le secteur rural, afin d'accroître la mobilisation des ressources intérieures, puis d'en assurer l'utilisation efficace, et de renforcer leurs institutions nationales financières et de planification et, à cet égard, demande instamment à tous les intéressés d'appuyer les pays les moins avancés en leur fournissant une assistance technique et financière appropriée;

8. *Souligne* l'importance critique de l'assistance multilatérale fournie aux pays les moins avancés notamment par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement, du Fonds international de développement

¹⁰² Résolution 35/56, annexe, sect. III.K.

¹⁰³ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément n° 48 (A/40/48), par. 22

¹⁰⁴ A/40/826 et Corr.1.

¹⁰⁵ Voir A/40/827, annexe.

agricole, des banques régionales de développement et de leurs fonds, du Programme des Nations Unies pour le développement, y compris son Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, le Fonds d'équipement des Nations Unies et le programme des Volontaires des Nations Unies;

9. *Invite* les pays donateurs et les institutions donatrices à continuer d'urgence à améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide publique au développement pour qu'elle puisse mieux répondre aux besoins des pays les moins avancés, comme prévu au paragraphe 70 du nouveau Programme substantiel d'action⁴² et dans la section XIII de la deuxième partie de l'annexe à la présente résolution;

10. *Réaffirme* l'importance de la coordination, du suivi et de la surveillance aux échelons national, régional et mondial, tels qu'ils sont exposés dans la section XVII de la deuxième partie de l'annexe à la présente résolution, en tant qu'éléments essentiels à l'application du nouveau Programme substantiel d'action, et prie la communauté internationale et les institutions multilatérales de faire en sorte que les réunions de consultation par pays pour les pays les moins avancés facilitent la compréhension et le dialogue entre ces pays et leurs partenaires de développement en vue d'assurer l'application efficace et rapide des plans et programmes des pays les moins avancés, dans le but d'accélérer la croissance et la transformation structurelle de leurs économies, et invite les pays les moins avancés à convoquer régulièrement de telles réunions;

11. *Invite de nouveau* les organes directeurs des organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement, à prendre les mesures qui s'imposent pour assurer l'application effective, la surveillance et le suivi du nouveau Programme substantiel d'action et des conclusions et recommandations adoptées par le Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés à sa sixième session, en ce qui concerne leurs domaines de compétence et leurs mandats respectifs, et prie le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale de continuer à s'acquitter de leurs responsabilités, spécifiées dans les paragraphes 121 et 123, respectivement, du nouveau Programme substantiel d'action⁴²;

12. *Décide* de faire en 1990, à un niveau élevé, le bilan général de l'application du nouveau Programme substantiel d'action;

13. *Décide en outre* que le niveau, le mandat, la date et le lieu précis de cette opération, ainsi que ses préparatifs, seront déterminés par l'Assemblée générale lors de sa quarante-deuxième session, en fonction des consultations qui auront lieu sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, notamment lors de la septième session de la Conférence;

14. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-deuxième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

119^e séance plénière
17 décembre 1985

ANNEXE

Examen global à mi-parcours des progrès faits dans l'application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés : conclusions et recommandations présentées par le Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Première partie

Examen des progrès faits dans l'application du nouveau programme substantiel d'action sur le plan national et des progrès des mesures d'appui sur le plan international¹⁰⁶

INTRODUCTION

1. On a noté avec une vive préoccupation que, depuis l'adoption en 1981 du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés, la situation socio-économique globale de ces pays s'est fortement dégradée, pour des raisons à la fois externes et internes. La crise économique a restreint le débit des trois principales sources de devises de ces pays : recettes d'exportation, apports de capitaux à des conditions de faveur et transferts privés. Les taux d'intérêt réels ayant atteint des records sans précédent au cours des dernières années, la charge des intérêts au titre de la dette extérieure s'est alourdie. Cette situation a été aggravée par des conditions météorologiques désastreuses dans beaucoup de ces pays, particulièrement en Afrique, qui ont provoqué une baisse de la production agricole et vivrière. En outre, les changements de politique intérieure indispensables au développement social et économique ont été appliqués de façon inégale.

2. Sous l'effet de tous ces facteurs, les pays les moins avancés qui, en tant que groupe, avaient eu un taux moyen de croissance annuelle déjà faible pendant les années 1970 — près de 4 p. 100 et 3 p. 100 la première année de la décennie en cours — ont enregistré en 1982 et 1983 un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 2 p. 100 seulement. Leur population ayant augmenté au taux élevé de 2,6 p. 100, leur PIB par habitant a donc diminué en 1982 et 1983. D'après les indicateurs provisoires, le tableau pour 1984 est sombre, avec une crise africaine à son paroxysme qui a touché à peu près tous les pays les moins avancés de la région. Des estimations préliminaires pour 1985 indiquent une quasi-stagnation ou même un fléchissement du PIB des pays les moins avancés pris dans leur ensemble, ce qui signifierait une réduction considérable par habitant. Il est toutefois encourageant que, malgré cette évolution très médiocre pour le groupe dans son ensemble, quelques-uns de ces pays aient obtenu de très bons résultats, certains atteignant un taux de croissance annuel du PIB supérieur à 7,2 p. 100, taux requis pour doubler le revenu national en une décennie. Cela montre que l'objectif du nouveau Programme substantiel d'action n'est pas complètement hors de portée, encore que sa réalisation soit devenue plus difficile durant la première moitié de la décennie en raison des perturbations de l'économie mondiale et des aléas du climat. Pour atteindre cet objectif, il faut un dosage savant entre les mesures prises par les pays les moins avancés eux-mêmes, d'une part, et le volume, les conditions et la structure de l'assistance internationale, d'autre part.

3. Si des mesures ne sont pas prises d'urgence pour appliquer pleinement le nouveau Programme substantiel d'action comme il convient, cette tendance à la dégradation de la situation socio-économique des pays les moins avancés s'accroîtra encore et aura de très graves répercussions sur leur population.

I. — SITUATION GENERALE ET MESURES SUR LE PLAN NATIONAL

A. — Alimentation et agriculture

4. Parmi les objectifs sociaux et économiques essentiels pour le développement des pays les moins avancés, à la fois comme moyen de satisfaire les besoins humains les plus fondamentaux et comme base de la croissance économique, le nouveau Programme substantiel d'action a donné la priorité absolue à l'agriculture et à la production alimentaire. Des recommandations précises figurent ainsi aux paragraphes 9 à 19 du Programme et surtout au paragraphe 13. En effet, vu le poids du secteur agricole dans l'économie globale des pays les moins avancés, puisqu'il fait vivre l'immense majorité de la population et fournit des matières premières à l'industrie et rapporte des recettes d'exportation, il y a un lien manifeste et étroit entre les progrès accomplis dans ce domaine et la croissance économique en général. D'après ces recommandations, il fallait donner un rang de priorité élevé dans les plans, programmes et politiques de développement des pays les moins avancés au secteur agricole, en accordant une at-

¹⁰⁶ L'agencement du texte de cette partie suit dans l'ensemble celui du nouveau Programme substantiel d'action (voir note 42).

tention particulière à la production vivrière et à la distribution des produits alimentaires. Les stratégies agricoles et alimentaires devaient notamment avoir pour but :

a) D'améliorer l'autosuffisance alimentaire le plus tôt possible et, au plus tard, d'ici à 1990;

b) D'atteindre ou de dépasser l'objectif du taux d'accroissement de 4 p. 100 de la production agricole;

c) D'assurer la sécurité alimentaire par des approvisionnements qu'il soit facile de se procurer à des prix abordables.

5. Pendant les quatre premières des années 1980, la production agricole dans les pays les moins avancés est demeurée préoccupante du point de vue à la fois des taux de croissance et de la capacité de ces pays de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels d'une population toujours plus nombreuse. Pendant cette période, le taux de croissance moyen de la production agricole non seulement est resté bien en deçà de l'objectif de 4 p. 100, mais encore a été inférieur au taux enregistré pendant les années 1960 et 1970. Il en est résulté une dégradation sérieuse de la production par habitant, la population ayant augmenté de 2,6 p. 100 par an.

6. L'objectif de l'autosuffisance alimentaire est apparu encore plus lointain puisque la production vivrière par habitant a diminué même plus que la production agricole globale : de 1,4 p. 100 par an pendant la période 1980-1984 contre 0,5 p. 100 pendant les années 1970. L'insécurité alimentaire s'est aggravée, en particulier pour les ménages. En revanche, 7 des 36 pays les moins avancés ont enregistré des taux d'accroissement positifs de la production vivrière par habitant, ce qui prouve le réalisme des objectifs fixés par le nouveau Programme substantiel d'action.

7. La production agricole non vivrière, destinée essentiellement à l'exportation, s'est relativement améliorée dans les pays les moins avancés pris dans leur ensemble au début des années 1980.

8. Les résultats décevants de l'agriculture et de la production vivrière dans les pays les moins avancés pendant la période considérée tiennent à des raisons complexes, qui varient d'un pays à l'autre. On peut cependant mentionner en général les conditions météorologiques désastreuses qui ont sévi dans la plupart de ces pays depuis le début de la décennie et qui ont non seulement réduit la production agricole et neutralisé les effets des efforts très notables faits par beaucoup d'entre eux pour accroître cette production, mais encore causé de graves dommages à l'environnement.

9. L'importance accordée aux stratégies alimentaires s'est révélée justifiée. Ces stratégies permettent aux donateurs et aux pays les moins avancés de s'attaquer aux problèmes de la production, de la commercialisation et de la consommation, de façon intégrée et globale. Plusieurs des pays les moins avancés ont pris, avec le concours de la communauté internationale, des dispositions courageuses et importantes pour arrêter et appliquer des stratégies alimentaires. Leur succès a été l'aboutissement de la volonté politique des gouvernements de procéder à des changements. Ces mesures ont encore à produire des résultats complets et tangibles, mais représentent néanmoins la réussite principale de ce secteur.

10. Le fait que, dans certains cas, il n'y a pas eu adoption de stratégies alimentaires appropriées ni application de réformes convenables a contribué à l'absence de progrès dans le développement agricole. Des difficultés ont été rencontrées dans des domaines clés tels que : participation totale de la population rurale aux programmes de développement rural; politiques appropriées de fixation des prix à la fois pour les produits agricoles et pour les facteurs, afin de stimuler la production; réformes institutionnelle et agraire; développement de l'infrastructure nécessaire; satisfaction des besoins fondamentaux des sociétés rurales; suppression des inégalités entre les sexes dans la participation aux programmes de développement rural et aux avantages qui en découlent.

11. Ces dernières années, le dynamisme propre au secteur rural s'est accentué et s'est manifesté sous des formes diverses, en particulier par des groupements de villages. Il s'est souvent développé en collaboration avec des organisations non gouvernementales. Plusieurs des pays les moins avancés ont pris des dispositions pour soutenir ce dynamisme en faisant appel à l'aide des donateurs, à l'échelon aussi bien bilatéral que multilatéral.

12. On a fait observer qu'il fallait instaurer un juste équilibre entre la production vivrière destinée à la consommation intérieure et les cultures marchandes exportables. Des exemples positifs de mesures prises pour résoudre ce dilemme éventuel prouvent que les deux objectifs ne sont pas forcément incompatibles. Par exemple, l'essor de la production agricole destinée à l'exportation peut faciliter l'adoption de techniques et installations nouvelles dont les agriculteurs traditionnels peuvent, eux aussi, se servir pour améliorer leur production. De bonnes politiques et la mise en place d'infrastructures à l'appui de la production pour l'exportation peu-

vent aussi favoriser la production vivrière destinée à la consommation locale.

13. L'insuffisance de l'infrastructure dans les régions rurales non seulement constitue une contrainte sérieuse pour la production agricole, l'activité manufacturière et la transformation, mais contribue aussi à défavoriser l'établissement de liaisons avec les autres secteurs de l'économie.

14. L'aide alimentaire a été utile à court terme, mais elle a parfois contribué à dissuader les pays les moins avancés de prendre des initiatives pour accentuer l'autosuffisance alimentaire, parce qu'elle a fait baisser les prix et a retardé des investissements urgents dans le secteur rural. On a cependant trouvé des moyens de l'utiliser pour financer des projets de développement, en général, et des projets dans le secteur agricole, en particulier.

15. La coordination dans le secteur agricole, au niveau local et au niveau international, a été insuffisante, les priorités ont parfois été contradictoires et le dialogue n'a pas toujours été aussi ouvert qu'il eût été souhaitable.

16. Des fluctuations marquées des prix sur les marchés internationaux et les aléas dus à des circonstances naturelles ont aggravé les difficultés dans le secteur agricole. Les conditions économiques difficiles que de nombreux pays développés et pays en développement ont traversées au début des années 1980 ont fait baisser la demande des principales exportations agricoles des pays les moins avancés, qui en dépendent pour une bonne partie de leurs recettes en devises, et ont rendu encore plus ardues leurs efforts pour se servir de l'agriculture afin d'améliorer leurs résultats économiques globaux.

17. Les mesures de soutien prises pour aider à contrebalancer le déficit de recettes d'exportation dû au fléchissement des prix des produits primaires ont été notées avec satisfaction. Toutefois, de nombreux pays ont estimé que l'insuffisance de ce soutien, ajoutée au retard pris dans le démarrage des opérations du Fonds commun pour les produits de base et au nombre limité d'accords de produit qui fonctionnent, contribuait aux difficultés rencontrées par les pays les moins avancés pour surmonter les conséquences négatives pour leur production agricole.

B. — Ressources humaines et développement social

18. Au sujet des ressources humaines et du développement social dans les pays les moins avancés, le sentiment général a été que les recommandations du nouveau Programme substantiel d'action demeuraient valables. La mise en valeur des ressources humaines est un des préalables du développement de ces pays et reste par conséquent un objectif prioritaire. Le manque de personnel qualifié, en particulier pour l'administration et la gestion, entrave le développement des pays les moins avancés.

19. On s'est félicité des progrès accomplis dans plusieurs domaines par quelques-uns de ces pays, qui ont notamment réussi à abaisser le taux de mortalité infantile et à élever les taux d'alphabetisation, encore qu'il subsiste un écart marqué entre le taux d'alphabetisation des hommes et celui des femmes. En revanche, on a noté avec inquiétude que plusieurs autres indicateurs faisaient apparaître un recul en ce qui concerne l'éducation, la santé et la nutrition de la population des pays les moins avancés pris dans leur ensemble.

20. On a discuté de la pénurie de moyens pour accélérer la mise en valeur des ressources humaines dans ces pays, de même que des mesures prises ou à prendre pour y remédier. On a souligné la nécessité de considérer les dépenses publiques consacrées à l'éducation et à la santé comme un investissement profitable à l'économie tout entière.

21. On a noté que certains des pays les moins avancés avaient réorienté leur système d'éducation de manière à former des cadres et des techniciens pour mieux répondre aux besoins de l'économie. Peu de progrès ont été faits pour mettre en œuvre des programmes de formation propres à satisfaire les besoins prioritaires des populations rurales. La revalorisation du travail manuel, en particulier dans l'agriculture, a été, à cet égard, importante. On a exprimé l'opinion que les programmes de formation en cours d'emploi étaient surtout utiles quand ils étaient intégrés aux projets de développement dès le début, et qu'il faudrait les élargir et les étoffer. On a aussi insisté sur les efforts visant à mobiliser davantage de ressources intérieures pour l'éducation. On a souligné la nécessité de maintenir et d'améliorer la qualité de l'éducation dans l'extension de l'éducation de base.

22. On a souligné qu'il convenait toujours d'accorder un rang de priorité élevé aux soins de santé primaires. D'une manière générale, on a noté le contraste entre des soins médicaux techniquement très élaborés et parfois réservés seulement à une partie de la population urbaine et la mise en œuvre d'une médecine préventive, largement décentralisée, faisant appel à des méthodes simples, qui est relativement peu coûteuse et destinée au plus grand nombre. Les efforts réalisés par les pays les moins avancés pour atteindre l'objectif de "la santé pour tous d'ici à l'an 2000"¹⁰⁷ ont également été constatés. L'adaptation de la nomenclature du programme des médica-

¹⁰⁷ Voir résolution 36.43.

ments essentiels élaborée par l'Organisation mondiale de la santé en fait partie.

23. De fortes réductions des dépenses sociales ont nui en particulier à l'entretien des installations scolaires et sanitaires. L'expérience a montré que cette difficulté pouvait être surmontée si les pays les moins avancés et les donateurs faisaient, les uns et les autres, preuve de flexibilité. Les fonds publics étaient certes très limités dans les pays les moins avancés, mais on a cité des cas où la participation active des bénéficiaires, notamment par le versement d'une cotisation des usagers, aidait à régler les dépenses, à garantir la bonne utilisation des installations existantes et à réduire la dépendance des services essentiels à l'égard de l'assistance extérieure. La faiblesse générale des revenus avait cependant, dans certains cas, créé des difficultés et imposé des limites à ces cotisations. On a également souligné que l'accès de tous à l'éducation de base et aux services de santé essentiels était considéré comme un des principaux objectifs sociaux des pays les moins avancés. Dans plusieurs cas, l'aide au financement des dépenses locales et des dépenses renouvelables dans le cadre des programmes d'assistance a été indispensable pour compléter les efforts locaux déployés pour assurer le fonctionnement des installations.

24. La mise en œuvre de politiques démographiques nationales préconisée dans le nouveau Programme substantiel d'action a été jugée importante pour le succès des efforts de développement des pays les moins avancés. On a noté que quelques-uns seulement avaient résolument suivi une politique démographique et encouragé la planification familiale. La protection maternelle et infantile, y compris la planification de la famille, avait aussi été généralement profitable à la santé des mères et des enfants. Les représentants de pays les moins avancés ont expliqué que plusieurs de ces pays avaient adopté des programmes démographiques, mais que les conditions nécessaires pour abaisser le taux de fécondité n'étaient pas toujours réunies dans les pays les moins avancés.

25. On a souligné le rôle important joué par les femmes dans le développement des pays les moins avancés, en particulier dans le secteur agricole.

26. L'assistance financière et technique aux pays les moins avancés peut puissamment étayer leurs efforts de mise en valeur des ressources humaines. On a jugé que la liaison entre ces deux formes d'assistance et la marche à suivre pour les fournir avaient une importance capitale. Quelques donateurs ont exprimé l'opinion que les conditions de l'aide auraient dû être plus flexibles et que l'aide devrait couvrir les dépenses locales et les dépenses renouvelables, car il a été admis qu'elles entravent considérablement l'amélioration des services de santé et d'éducation.

27. On a fait observer qu'il n'y avait pas assez de données sur l'expérience pratique de la mise en valeur des ressources humaines pour pouvoir analyser les investissements antérieurs et leur résultat. A cet égard, on a souligné l'importance du rôle joué par un certain nombre de pays partenaires des pays les moins avancés et par le Programme des Nations Unies pour le développement, qui aidaient les pays les moins avancés à mettre en valeur leurs ressources humaines et à établir un ordre de priorité.

C. — Ressources naturelles et énergie

28. Dans le domaine des ressources naturelles et de l'énergie, les objectifs du nouveau Programme substantiel d'action gardent toute leur valeur, bien qu'ils n'aient pas encore été atteints. Le déficit énergétique dont souffrent la plupart des pays les moins avancés a souvent pour effet d'hypothéquer lourdement leur balance des paiements, tout en ayant des conséquences destructrices pour l'environnement. La plupart de ces pays n'ont pas été en mesure, faute de moyens financiers, humains et matériels, d'évaluer et de planifier leurs ressources énergétiques traditionnelles et autres de manière assez large, ce qui a entravé jusqu'à maintenant la mise en œuvre rationnelle de ces ressources.

29. Ainsi, l'utilisation intensive du bois de chauffage et du charbon de bois a une triple conséquence : tendance à l'épuisement de ces ressources, dégradation de l'écosystème et affaiblissement du potentiel agricole. Les efforts de substitution de la consommation de bois de chauffage par d'autres ressources n'ont pas encore donné les résultats attendus.

30. Malgré la baisse en termes réels du prix international de l'énergie, la facture d'importation des produits énergétiques reste lourde pour les pays les moins avancés.

31. Faute de moyens financiers et techniques, les ressources hydroélectriques de ces pays demeurent sous-exploitées. Les investissements dans ce secteur ont souvent la double caractéristique, d'une part, de requérir des moyens financiers extrêmement importants, d'autre part, de ne pas offrir toujours une rentabilité financière suffisante pour couvrir les dépenses renouvelables. Les avantages offerts par les plans hydroélectriques de petites dimensions n'ont pas encore été pleinement exploités.

32. Bien que l'aide internationale ait fait des efforts dans le secteur de l'énergie, elle n'a pas résolu les problèmes énergétiques des pays les moins

avancés et ses modalités n'ont pas toujours non plus été assez souples pour permettre la pleine valorisation économique et sociale du potentiel local.

D. — Industries manufacturières

33. Les objectifs du nouveau Programme substantiel d'action en matière d'industrialisation n'ont pas encore été atteints. Dans la plupart des pays les moins avancés, la part du PIB imputable au secteur manufacturier est actuellement voisine de 9 p. 100 et, dans un certain nombre de cas, ne dépasse même pas 4 à 5 p. 100.

34. Le maintien en longue période de structures des prix et de taux de change sans rapport avec la réalité a parfois eu un effet négatif sur les efforts de développement industriel.

35. Dans un certain nombre de pays les moins avancés, les politiques industrielles, y compris le rôle à jouer par l'Etat dans le développement industriel, ont été redéfinies. Dans plusieurs des pays les moins avancés, les entreprises d'Etat continuent à occuper une place importante dans ce développement.

36. Dans certains cas, les mécanismes de promotion industrielle, notamment les structures du crédit et la formation technique, ainsi que l'aide internationale, restent insuffisants et comportent souvent des conditions rigoureuses que les promoteurs n'arrivent pas à remplir.

37. Dans beaucoup de cas, le choix de technologies aussi bien par les donateurs que par les bénéficiaires n'a pas été opportun, d'où des difficultés de maintenance et d'utilisation des capacités.

38. Le caractère complémentaire des secteurs agricole et industriel n'a pas toujours été pris pleinement en considération, notamment pour ce qui est des effets d'entraînement sur l'emploi. Toutefois, les pays les moins avancés se sont efforcés de promouvoir la mise en place de stratégies intégrées. Les capacités locales de transformation sur place des matières premières n'ont pas encore été développées pleinement, faute de moyens techniques et financiers et de transferts de technologie aux pays les moins avancés.

39. Bien que la situation varie considérablement d'un pays à l'autre, la mise en place de politiques de promotion de petites et moyennes entreprises ainsi que l'aide internationale à cette fin demeurent insuffisantes. Des accords de coopération industrielle ont été conclus entre certaines entreprises des pays les moins avancés et celles de certains pays donateurs.

40. Des groupements économiques régionaux et sous-régionaux ont pris des mesures visant à exploiter les possibilités offertes par un marché en expansion dans les régions considérées.

E. — Infrastructure matérielle et institutionnelle

41. L'insuffisance, la fragilité et parfois l'inefficacité et l'inadaptation de l'infrastructure matérielle et institutionnelle restent l'un des obstacles majeurs à la transformation structurelle et au développement économique des pays les moins avancés.

42. Les conditions précaires de l'infrastructure matérielle de ces pays sont souvent aggravées par la carence des services de maintenance.

43. Les infrastructures institutionnelles ont souvent une productivité insuffisante pour des raisons diverses, notamment manque d'équipement et de personnel qualifié, budget de fonctionnement insuffisant.

44. Pour les pays les moins avancés enclavés, la médiocrité et l'état précaire des réseaux de transport dans les pays limitrophes, ainsi que parfois l'instabilité institutionnelle dans certains de ces derniers, ont fait obstacle à l'acheminement de produits en provenance ou à destination de l'étranger.

F. — Environnement

45. La corrélation étroite entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement est devenue plus évidente ces dernières années. Le manque de moyens et de ressources énergétiques de rechange oblige la population des pays les moins avancés à utiliser des ressources qui s'épuisent, telles que le bois de chauffage, entraînant une dégradation de l'environnement et une aggravation des effets de la sécheresse et de la désertification. La détérioration de l'écosystème est ainsi le résultat de l'action combinée des conditions climatiques et de l'activité humaine dans un cadre de pauvreté et de l'accroissement démographique rapide, qui entraîne la surexploitation des sols, des ressources en eau et du couvert végétal. La détérioration climatique conduisant à la sécheresse et à la désertification risque donc de devenir un phénomène irréversible.

46. Dans quelques-uns des pays les moins avancés, les politiques de développement rural n'ont pas encore toujours inclus des mesures concrètes visant à lutter contre la sécheresse et la désertification. Attendu que le bois de chauffage demeurera dans l'avenir la source principale d'énergie des ménages ruraux dans les pays les moins avancés, les efforts de reboisement ont été insuffisants. Telles qu'elles ont été entreprises, les activités dans ce domaine, y compris l'aide internationale, ont été souvent axées sur le court terme et ont négligé la nécessité de mesures à long terme. Les famines

actuelles résultent de décennies de facteurs climatiques défavorables mais aussi d'imprévision, d'erreurs ou d'inaction, à la fois de la part des pays intéressés et de l'aide internationale.

47. Dans certains cas, l'instabilité politique a rendu aléatoires les efforts de la lutte contre la désertification et la sécheresse. De même, les mouvements de population ont parfois été une circonstance aggravante.

48. Face à la gravité de la situation, certains des pays les moins avancés commencent à mettre en œuvre des politiques associant les populations locales aux mesures de protection de l'environnement.

G. — Investissements de transformation

49. Le nombre de grands projets d'investissements en préparation ou en cours d'exécution dans beaucoup des pays les moins avancés a considérablement diminué depuis l'adoption du nouveau Programme substantiel d'action, en raison notamment des difficultés, à la fois internes et externes, rencontrées par ces pays pour se procurer des ressources, comme il est observé aux paragraphes 53 et 54 du Programme. Au vu de l'expérience acquise en matière de conception et d'exécution de projets, outre les besoins en capitaux, les éléments suivants ont été jugés importants :

- a) Mode d'approche globale pour choisir les grands projets d'investissements conformément aux priorités nationales;
- b) Etudes de préinvestissement, y compris analyse coûts-avantages, soigneusement préparées;
- c) Activités de préinvestissement, avec l'assistance technique nécessaire;
- d) Aspects relatifs aux ressources humaines, tels que formation de personnel, capacité de gestion et participation de la main-d'œuvre locale;
- e) Maintenance et modernisation, y compris capacité de faire face aux dépenses renouvelables;
- f) Climat favorable aux investissements.

H. — Pays les moins avancés sans littoral et pays les moins avancés insulaires

50. Il a été considéré que le paragraphe 55 du nouveau Programme substantiel d'action, relatif aux problèmes des pays les moins avancés sans littoral ou insulaires, conservait toute sa valeur. Il a en outre été noté que les problèmes de ces pays s'étaient aggravés au cours de la récente récession. L'attention a été attirée sur les résolutions 137 (VI) et 138 (VI) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 2 juillet 1983³⁸, et sur la résolution 319 (XXXI) du Conseil du commerce et du développement, en date du 27 septembre 1985³⁹.

I. — Commerce extérieur

51. Le Groupe intergouvernemental a réaffirmé l'importance des paragraphes 56 à 58 du nouveau Programme substantiel d'action, qui conservaient toute leur valeur. Les facteurs ci-après ont été jugés particulièrement importants :

- a) Diversification horizontale et verticale de la production et des exportations;
- b) Effets de l'extension du réseau d'accords intergouvernementaux à long terme sur la coopération commerciale et économique, ainsi que le cadre institutionnel, entre les pays les moins avancés et les autres pays;
- c) Développement du commerce aux niveaux intérieur et régional, ainsi que global;
- d) Activités de promotion du commerce;
- e) Efforts d'ajustement concernant les programmes et politiques d'importation des pays les moins avancés.
- f) Développement des capacités institutionnelles, y compris la formation de personnel.

52. Il a été reconnu que, pour l'exécution de leurs projets dans ces domaines, les pays les moins avancés avaient bénéficié notamment des activités du Centre du commerce international CNUCED/GATT et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

J. — Assistance aux pays les moins avancés en cas de catastrophe

53. La mise en œuvre du nouveau Programme substantiel d'action pendant les quatre premières années a été entravée par des catastrophes naturelles telles que sécheresse en Afrique, inondations et cyclones dans d'autres pays et par des catastrophes causées par l'homme, telles que conflits internes et externes, qui ont frappé beaucoup des pays les moins avancés et ont considérablement accru le nombre de réfugiés et de personnes déplacées. Les pays les moins avancés, les pays industrialisés et la communauté internationale, en particulier les organismes compétents des

Nations Unies, sont aujourd'hui à même de tirer quelques enseignements de ces expériences dramatiques, tels que :

- a) Nécessité de créer des conditions permettant d'accroître l'efficacité de l'assistance d'urgence en vue de toucher les groupes cibles de la population;
- b) Nécessité de remédier aux carences des structures administratives en matière de prévention sur le terrain concernant notamment les statistiques, la technologie et les divers réseaux d'information et systèmes de surveillance de l'environnement;
- c) Opportunité de recourir à une aide d'urgence pour des mesures permettant d'accroître l'efficacité de l'assistance, telles qu'appui logistique et moyens de transport;
- d) Nécessité de mieux coordonner les efforts aux niveaux national et international;
- e) Valeur de la participation des organisations non gouvernementales;
- f) Nécessité de prendre en considération, en apportant une aide d'urgence, les objectifs de développement à plus long terme, en particulier en ce qui concerne la production et la distribution de denrées alimentaires;
- g) Vulnérabilité particulière des pays les moins avancés qui accueillent des réfugiés et des victimes de catastrophes naturelles.

54. Le Groupe intergouvernemental a fait siennes les conclusions relatives à l'aide d'urgence adoptées par la Réunion d'experts gouvernementaux de pays donateurs et d'institutions multilatérales et bilatérales d'assistance financière et technique avec les représentants de pays les moins avancés, au titre de la préparation de l'examen global, à mi-parcours, de l'application du nouveau Programme substantiel d'action, qui a eu lieu à Genève du 1^{er} au 10 mai 1985¹⁰⁸.

II. — MESURES D'APPUI SUR LE PLAN INTERNATIONAL

A. — Transfert de ressources financières

55. La Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a reconnu que, pour atteindre les objectifs de leurs programmes nationaux dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action, il faudrait que ces pays prennent des mesures à l'échelon national et s'emploient énergiquement à mobiliser leurs ressources intérieures, mais que leurs efforts devraient être étayés par la communauté internationale moyennant à la fois une forte augmentation des transferts de ressources financières et des politiques et programmes visant à améliorer les modalités de l'aide.

1. Volume de l'aide

56. Le nouveau Programme substantiel d'action prévoyait que, si tous les donateurs versaient une aide au développement nette correspondant à l'un ou l'autre des objectifs fixés au paragraphe 63 du nouveau Programme, l'aide aux pays les moins avancés représenterait en 1985 le double de la moyenne annuelle 1976-1980. D'après les données disponibles allant jusqu'à 1984, on pense que le niveau réel de l'aide sera en fait bien inférieur à ces prévisions. Néanmoins, un nombre appréciable de donateurs qui avaient accepté en 1981 soit de verser une aide équivalant à 0,15 p. 100 de leur produit national brut, soit de doubler le montant de leur aide ont atteint leur objectif ou s'en sont approchés.

2. Programmes multilatéraux

57. L'aide multilatérale annuelle, y compris les apports d'institutions multilatérales financées par les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, aux pays les moins avancés a dépassé de 47 p. 100 pendant la période 1981-1983 celle de la période 1976-1980. De nombreux pays s'inquiètent toutefois beaucoup de la diminution des ressources allouées à plusieurs importantes institutions multilatérales de développement, en particulier à l'Association internationale de développement.

58. On a cependant fait observer que plusieurs institutions multilatérales de développement financées principalement par les pays du Comité d'aide au développement avaient adopté des politiques mettant en relief les besoins des pays les moins avancés. Bien que la part des ressources transférées aux pays les moins avancés par ces institutions ait augmenté depuis 1981, la nouvelle orientation ne se manifeste pas encore pleinement dans la structure des versements.

59. Bien que le mécanisme spécial d'assistance à l'Afrique sud-saharienne créé par la Banque mondiale en 1985 ne soit pas conçu expressément pour les pays les moins avancés, il accroîtra néanmoins les apports financiers à nombre de ces pays en Afrique.

3. Nouveaux mécanismes

60. Aucune nouvelle initiative n'a été prise depuis 1981 concernant des mécanismes nouveaux possibles en vue d'accroître les courants de ressources aux pays les moins avancés. On a noté que le recours de ces pays aux crédits du Fonds monétaire international, destinés à atténuer les pro-

¹⁰⁸ Voir TD/R/1985 et Corr. I, deuxième partie, par. 44 à 46.

bièmes à court terme de la balance des paiements, qui s'étaient chiffrés à 2,2 milliards de dollars en 1983, tendait à diminuer et que les achats nets des pays les moins avancés au Fonds avaient été négatifs en 1984, bien que ces pays continuent à éprouver de grandes difficultés de balance des paiements. En outre, l'équipe spéciale du Comité de développement de la Banque mondiale chargée d'étudier les transferts à des conditions de faveur avait récemment achevé ses travaux, dont les résultats avaient été examinés à la vingt-septième assemblée du Comité, tenue le 7 octobre 1985 à Séoul.

4. Modalités de l'aide

61. Le nouveau Programme substantiel d'action recommandait aux donateurs et aux bénéficiaires d'accroître la qualité et l'efficacité de l'aide au développement en améliorant les pratiques et la gestion en matière d'aide. A cet égard, on a fait les observations suivantes :

a) La majorité des donateurs ont octroyé aux pays les moins avancés une aide à des conditions de plus en plus libérales;

b) Beaucoup de pays les moins avancés demeurent gravement endettés et l'encours de leur dette, y compris la dette à court terme et les crédits du Fonds monétaire international, a augmenté depuis 1981 pour atteindre 35 milliards de dollars à la fin de 1983. La plupart des donateurs membres du Comité d'aide au développement ont pris des mesures en application de la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement, en date du 11 mars 1978¹⁰⁹ : la valeur des mesures en faveur des pays les moins avancés s'élève à 4 milliards de dollars dont 2,9 milliards correspondent à l'annulation de la dette d'aide publique au développement. Quelques donateurs ont en outre rééchelonné la dette d'aide publique au développement de pays les moins avancés dans plusieurs cas appropriés;

c) Depuis 1981, les donateurs n'ont pris aucune initiative générale pour accroître la proportion de l'aide bilatérale non liée. La majeure partie de l'aide bilatérale, à l'exclusion du financement des dépenses locales, continue d'être liée à la passation de marchés dans le pays donateur. Les représentants de pays les moins avancés ont signalé que l'aide bilatérale accordée à leur pays était davantage liée depuis 1981;

d) Avec l'amélioration du dialogue et de la compréhension des politiques et programmes nationaux des pays les moins avancés, la plupart des donateurs se sont montrés davantage disposés à accorder leur aide sous des formes plus souples, en particulier pour le soutien de la balance des paiements et, au niveau sectoriel, par des projets de redressement et d'amélioration de la maintenance, ainsi qu'en vue d'objectifs de développement à plus long terme. Les représentants de certains des pays les moins avancés ont signalé que les donateurs continuaient à donner la préférence à l'aide aux projets, qui avait parfois même été accentuée, par rapport à d'autres formes d'aide, ce qui suscitait des difficultés d'utilisation de l'aide dans beaucoup de ces pays. On a reconnu la nécessité d'une assistance plus prévisible et de mesures pour réduire le laps de temps qui s'écoule entre les engagements et les versements;

e) La plupart des donateurs sont plus disposés à financer les dépenses locales, mais se montrent assez réticents quant au financement des dépenses renouvelables. On a fait observer que l'octroi d'une aide au titre des coûts locaux des investissements pouvait faciliter le financement des dépenses renouvelables à l'aide de ressources intérieures, en particulier dans les secteurs sociaux. On a cependant reconnu qu'il était important de contribuer au financement des dépenses renouvelables dans certains cas, à condition de s'entendre sur la prise en charge progressive de ces dépenses par les pays les moins avancés eux-mêmes;

f) Les gouvernements donateurs, et le public qui a versé des contributions volontaires à des organisations non gouvernementales dans divers pays, ont apporté une aide d'urgence importante aux victimes de catastrophes et, en particulier, aux victimes de la famine tragique en Afrique saharienne.

B. — Élément d'action immédiate du nouveau programme substantiel d'action

62. Les principales questions concernant cet élément ont été discutées en même temps que les modalités de l'aide.

C. — Assistance technique

63. Bien que le niveau de l'assistance technique aux pays les moins avancés ait été nettement supérieur pendant la période 1981-1983 à celui de la période 1976-1980, il est resté à environ 1,5 milliard de dollars par an. On a noté qu'un certain nombre de donateurs, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, s'intéressaient davan-

tage à l'assistance technique visant à renforcer l'infrastructure institutionnelle et à former la main-d'œuvre.

64. L'expérience montre que l'on peut encore améliorer l'efficacité de la coopération technique, notamment en établissant un lien plus étroit entre la coopération technique et l'assistance financière, en intégrant mieux les différents apports de la coopération technique, y compris le matériel, et en détachant les experts qualifiés capables de travailler efficacement dans les pays les moins avancés en collaboration avec leurs homologues locaux.

D. — Autres mesures de politique économique sur le plan international

1. Mesures de politique commerciale

65. La baisse en dollars des recettes d'exportation des pays les moins avancés, causée en particulier par la chute des prix des produits de base depuis 1979, est une source de grave préoccupation. Cette baisse, à laquelle s'ajoute la dégradation des termes de l'échange, a mené à la compression d'importations essentielles et à l'accroissement de la dette extérieure des pays les moins avancés, et elle a entravé leurs projets d'expansion et de diversification de leur commerce. Dans ces conditions, les efforts entrepris par les pays industrialisés en matière de politique commerciale n'ont pas eu l'effet escompté.

a) Accès aux marchés

66. Un certain progrès vers un meilleur accès des produits des pays les moins avancés aux marchés des pays industrialisés a été noté. On a relevé aussi la persistance, dans certains cas, de restrictions quantitatives ou de règles d'origine trop rigoureuses appliquées par quelques pays.

67. Des améliorations notables ont été apportées par certains pays industrialisés à leurs schémas de préférence, bien que, dans de nombreux cas, ces schémas n'incluent pas tous les produits d'exportation qui présentent un intérêt particulier pour les pays les moins avancés. Par ailleurs, les pays les moins avancés ne font souvent pas ou ne pourraient pas faire pleinement usage des schémas existants, et cela pour diverses raisons.

b) Promotion des exportations

68. Un certain nombre de pays industrialisés ont ouvert des bureaux pour la promotion des importations en provenance des pays en développement, plus particulièrement celles des pays les moins avancés.

69. L'assistance technique du Centre du commerce international CNUCED/GATT et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dans la mise en place de stratégies d'exportation et la promotion commerciale a été jugée positive.

c) Produits de base

70. Peu de progrès ont été enregistrés dans la conclusion d'accords de produit. Il a été noté avec satisfaction que deux nouveaux accords internationaux avaient été conclus à des fins de développement, l'un sur le jute et les articles en jute, l'autre sur les bois tropicaux. L'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base²⁹, qui serait avantageux pour les pays les moins avancés, n'est pas encore entré en vigueur.

71. Pour ce qui est de la compensation des déficits de recettes d'exportation, l'extension du STABEX¹¹⁰ à de nouveaux produits ainsi que l'annonce de l'application d'un système analogue aux pays les moins avancés non parties à la Convention de Lomé ont été jugées positives. Toutefois, il serait encore possible d'améliorer les mécanismes de financement compensatoire. Il a été question d'un plan d'amélioration des mécanismes de financement compensatoire qui comporterait un traitement spécial pour les pays les moins avancés et qui est en discussion à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

2. Transports et communications

72. Des difficultés considérables continuent à se poser aux pays les moins avancés dans l'entretien et le fonctionnement des réseaux de transport et de communications. Ces difficultés provoquent des pertes énormes en cas de catastrophes naturelles. Les problèmes des pays les moins avancés sans littoral ou insulaires sont particulièrement aigus et demandent des investissements importants en infrastructure de transport en transit.

3. Transfert et développement de la technologie

73. Il y a eu une prise de conscience croissante de l'importance du transfert de technologie pour la transformation sociale et économique des pays les moins avancés. Ces pays ont toujours du mal à acquérir et adapter des technologies appropriées. On a noté un certain nombre de mesures importantes qu'ils ont prises pour assurer leur transformation technologique. On a déploré que les négociations relatives à un code international de conduite pour le transfert de technologie, à la révision de la Convention de

¹⁰⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément n° 15 (A/33/15), vol. I, deuxième partie, annexe I.

¹¹⁰ "Système de stabilisation des recettes d'exportation" institué par la première Convention de Lomé, conclue entre la Communauté économique européenne (CEE) et 46 pays du Groupe d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifi-

que (ACP), le 28 février 1975, et renforcé par la deuxième Convention de Lomé, conclue entre la CEE et 58 pays ACP le 31 octobre 1979 [voir *Journal officiel des Communautés européennes*, 23^e année, n° L 347 (22 décembre 1980)].

Paris pour la protection de la propriété industrielle et à l'exode des compétences, n'aient pas encore abouti. On a évoqué l'effet négatif du transfert inverse de technologie.

III. — DISPOSITIONS A PRENDRE EN VUE DE L'EXECUTION, DU SUIVI ET DE LA SURVEILLANCE

74. Le nouveau Programme substantiel d'action a reconnu l'importance de l'exécution, du suivi et de la surveillance aux niveaux national, régional et global.

A. — Au niveau national

75. La coordination visant à assurer l'efficacité de toutes les activités de développement au niveau national incombe au premier chef aux pays les moins avancés eux-mêmes, et c'est un aspect décisif de l'exécution, de la surveillance et du suivi du nouveau Programme substantiel d'action. Elle doit différer d'un pays à l'autre et les mécanismes choisis doivent répondre aux besoins de chacun. Vu la charge toujours plus lourde que le nombre croissant d'activités de développement, y compris de mesures destinées à remédier aux conséquences des catastrophes naturelles, représente pour les administrations des pays les moins avancés, ces pays et la communauté internationale ont pris davantage conscience de l'importance de la coordination. Nombreux sont donc les pays les moins avancés qui ont institué des centres nationaux pour coordonner l'aide extérieure. Le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres donateurs ont contribué à renforcer les moyens des pays les moins avancés à cet égard.

76. Depuis 1981, la plupart des pays les moins avancés ont mis en place des mécanismes, conformément au paragraphe 111 du nouveau Programme substantiel d'action, sous forme de tables rondes du Programme des Nations Unies pour le développement, de groupes consultatifs de la Banque mondiale ou d'autres dispositions. A la demande des pays les moins avancés, le Programme des Nations Unies pour le développement a élargi la méthode des tables rondes et la Banque mondiale a accru le nombre de groupes consultatifs. Le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a joué un rôle actif dans ces réunions. Les premiers résultats des tables rondes, pour ce qui est d'encourager un accroissement des apports financiers et une discussion franche de questions spécifiques de développement, n'ont pas donné satisfaction. Les réunions n'ont pas couvert tous les aspects mentionnés au paragraphe 113 du nouveau Programme, mais elles ont jeté une base solide pour les activités futures de coopération relative au développement.

77. Le Programme des Nations Unies pour le développement a ultérieurement évalué la méthode des tables rondes et procédé à une série d'améliorations, dont la coopération avec la Banque mondiale et la Communauté économique européenne au sujet d'aspects essentiels de la situation macro-économique pour la réalisation d'analyses économiques. Il en résulte une convergence des types de questions traitées dans les deux catégories de réunions de coordination. Quelques donateurs ont apporté une aide spéciale au Programme des Nations Unies pour le développement pour l'organisation des tables rondes.

78. Bien qu'il soit généralement admis que les tables rondes du Programme des Nations Unies pour le développement et les groupes consultatifs de la Banque mondiale devraient être complétés par une coordination aux niveaux local et sectoriel, l'expérience a montré que ce n'avait pas été possible dans tous les cas.

79. La coordination des activités du système des Nations Unies au niveau national, telle qu'elle est envisagée au paragraphe 124 du nouveau Programme substantiel d'action et sous l'égide du coordonnateur résident des Nations Unies, a été insuffisante et pourrait être améliorée devant un certain manque d'empressement à coopérer. Dans quelques-uns des pays les moins avancés, à la demande expresse du pays considéré, le coordonnateur résident a joué un rôle plus large. Il a été pris note des activités entreprises par les commissions régionales des Nations Unies en application du paragraphe 125 du nouveau Programme.

B. — Au niveau global

80. On a noté que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en assurant la surveillance globale du nouveau Programme substantiel d'action, avait procédé régulièrement à une analyse de certains aspects des résultats économiques des pays les moins avancés et de ce que la communauté internationale avait fait pour appliquer ce programme. Le secrétariat de la Conférence avait aussi rendu compte régulièrement à l'Assemblée générale de la mise en œuvre du nouveau Programme. En outre, à l'intérieur du système des Nations Unies, le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, en coopération étroite avec le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, a convoqué périodique-

ment des consultations interinstitutions au sujet des pays les moins avancés pour assurer, au niveau du secrétariat, la mobilisation totale et la coordination de toutes les commissions régionales, tous les organes, organisations et organismes des Nations Unies, en vue de l'exécution et du suivi du nouveau Programme.

Deuxième partie

Mesures à prendre pour assurer l'application du nouveau programme substantiel d'action pendant la seconde moitié de la décennie¹¹¹

Le Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés,

I

ALIMENTATION ET AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Constatant avec préoccupation que, malgré la priorité élevée accordée à juste titre dans le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés au secteur agricole, en particulier à la production vivrière, les progrès réalisés vers les objectifs fixés ont été extrêmement lents, très souvent à cause de facteurs indépendants de la volonté des pays les moins avancés.

Considérant qu'il est nécessaire de progresser encore dans l'élaboration et l'application de stratégies alimentaires de façon coordonnée et intégrée,

1. Conclut que, tout en reconnaissant que chacun des pays les moins avancés est un cas d'espèce, les éléments suivants revêtent, pour une politique globale dans ce domaine, une importance critique :

a) Stratégies globales, fixant non seulement les objectifs du développement agricole et de la sécurité alimentaire, mais aussi les moyens de les atteindre;

b) Exportations de produits agricoles en tant que moyen de financer les importations essentielles, notamment pour le secteur agricole, et de favoriser le réinvestissement dans ce secteur;

c) Amélioration de la recherche-développement, adoption de technologies appropriées et étude des possibilités d'accroître la transformation des principaux produits agricoles;

d) Promotion du développement coopératif;

e) Structures et procédures efficaces pour aider les agriculteurs en ce qui concerne, premièrement, les services tels que commercialisation et facilités de paiement, vulgarisation agricole appropriée, services sociaux de base tels que soins de santé primaires et éducation de base, et services auxiliaires tels qu'ateliers de réparation et petites industries manufacturières; deuxièmement, les facteurs de production directs tels que système élargi de crédit rural, semences, engrais, pesticides, outils et autres; troisièmement, les infrastructures telles qu'entreposage et transports, distribution d'eau, et autres;

f) Politiques de prix appropriées pour les facteurs de production et produits agricoles;

g) Réformes institutionnelle et agraire appropriées, y compris une répartition plus efficace et plus juste des moyens de production;

h) Mesures propres à assurer la pleine participation de la population rurale, en particulier des femmes, eu égard au rôle qu'elles jouent et à la part qui leur revient des avantages obtenus;

i) Gestion et exploitation efficaces des ressources forestières, fondées sur leur apport à la production et à la société, ainsi que leur rôle dans la protection de l'environnement;

j) Amélioration de la gestion des pêcheries et stratégie de développement des pêcheries;

k) Amélioration de l'élevage, lutte contre les épizooties, y compris production de vaccins et approvisionnement en aliments pour le bétail;

2. Prie instamment les pays les moins avancés de continuer à prendre toutes les dispositions nécessaires pour qu'une proportion adéquate des ressources intérieures soit allouée au développement rural, comme il a, par exemple, été recommandé par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine lors de sa vingt et unième session ordinaire, tenue à Addis-Abeba du 18 au 20 juillet 1985¹¹²;

3. Demande instamment aux donateurs d'aider de plus en plus les pays les moins avancés à concevoir et à appliquer ces politiques et programmes avec une insistance technique et financière, afin d'améliorer directement la production agricole et le niveau de vie dans les zones rurales;

4. Demande aux donateurs de prendre des engagements plus nets en matière d'aide, y compris l'aide alimentaire qui doit être intégrée aux stratégies agricoles et alimentaires à plus long terme, afin que les pays les moins

¹¹¹ Voir également "Déclarations faites lors de l'adoption des conclusions et recommandations du Groupe intergouvernemental" (A/40/827, p. 41).

¹¹² Voir A/40/666, annexe I.

avancés soient assurés de disposer de suffisamment de denrées alimentaires tant que les pays les moins avancés intéressés n'ont pas atteint leurs objectifs d'autosuffisance alimentaire;

5. *Prie* les pays les moins avancés et les donateurs de reconnaître que leurs politiques devraient être complémentaires pour atteindre les objectifs d'un développement agricole rationnel et d'une sécurité alimentaire totale;

II

MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES
ET DEVELOPPEMENT SOCIAL

Considérant que, pour les pays les moins avancés, la mise en valeur des ressources humaines et le développement social ont une importance critique, et notant que les dépenses publiques consacrées au développement de l'éducation, à l'amélioration des services de santé et à l'application de mesures démographiques sont un investissement pour l'avenir des pays les moins avancés, que la modernisation et l'entretien des installations existantes sont essentielles et que l'existence d'initiatives locales, le soutien, la motivation et la participation de la population sont capitales, notant en outre que nombre de pays les moins avancés ont pris d'importantes initiatives à cet égard,

1. *Prie instamment* les pays les moins avancés de continuer à concevoir et à exécuter, avec le concours des donateurs, des plans concrets dans les domaines suivants :

- a) *Education et formation*
 - i) Enseignement primaire universel et alphabétisation universelle des adultes, compte tenu du deuxième plan à moyen terme de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (1984-1989) et, tout particulièrement, de la nécessité de réduire l'écart entre le niveau d'éducation des hommes et des femmes et d'améliorer la qualité de l'éducation;
 - ii) Formation professionnelle, y compris formation en cours d'emploi pour les projets de développement;
 - iii) Programmes d'éducation visant à répondre aux besoins prioritaires de la population rurale;
 - iv) Formation spéciale de la jeunesse rurale, également pour limiter la continuation de la migration vers les zones urbaines;
 - v) Technologies à fort coefficient de main-d'œuvre et autres technologies appropriées;
 - vi) Accroissement des effectifs de main-d'œuvre qualifiée, en particulier de personnel administratif, de cadres et de spécialistes de la planification du développement;
 - vii) Valorisation des activités productives et du travail manuel, en particulier dans l'agriculture, aux niveaux primaire et supérieur de l'éducation;
- b) *Santé et nutrition*
 - i) Amélioration de l'accès aux services de santé pour toute la population, plus particulièrement en ce qui concerne les soins de santé primaires, la médecine préventive, l'approvisionnement en médicaments essentiels et l'emploi de techniques simples et peu coûteuses;
 - ii) Renforcement de l'infrastructure des services de santé, y compris gestion et mise en route de cycles de planification à cet effet dans le cadre du développement national de chacun des pays les moins avancés;
 - iii) Formation d'un personnel de santé national;
 - iv) Promotion et encadrement de l'offre et du stockage des médicaments, technologies appropriées en matière de santé et éducation sanitaire de base;
 - v) Inclusion de considérations nutritionnelles dans les plans et politiques en matière d'agriculture et de santé;
 - vi) Amélioration de la coordination des programmes de développement rural concernant, par exemple, l'approvisionnement en eau et l'assainissement;
- c) *Population*

Inclusion de politiques démographiques dans la planification du développement national, insistant sur les soins de santé maternelle et infantile et sur les services de planification de la famille, comme la Conférence internationale sur la population, 1984 l'a recommandé¹¹³;

2. *Demande* un appui accru des donateurs et des institutions multilatérales dans ces domaines extrêmement importants, sous forme non seule-

ment d'assistance financière et technique, mais aussi d'un ensemble prévisible et global de mesures d'aide, comprenant, autant que possible, le financement des dépenses locales et des dépenses renouvelables pour entretenir les installations existantes;

III

SITUATION DES FEMMES

1. *Demande instamment* à tous les pays de mettre en œuvre les conclusions et recommandations de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix¹¹⁴;

2. *Souligne* la nécessité d'assurer l'intégration totale des femmes à tous les aspects du développement dans les pays les moins avancés;

3. *Invite* les gouvernements des pays les moins avancés à se rendre constamment compte de la situation des femmes, qui jouent un rôle critique dans leur développement, en redoublant d'efforts pour prendre les dispositions nécessaires en vue de surmonter les obstacles culturels, juridiques et économiques qui empêchent les femmes de participer pleinement au développement et de recevoir une part équitable des avantages du développement économique et social;

4. *Demande instamment* aux donateurs, quand ils appuient des programmes et projets de développement dans les pays les moins avancés, d'accorder une attention particulière à leur incidence sur la situation des femmes et de veiller notamment à ce qu'ils n'aient pas de conséquences involontairement négatives pour les femmes;

IV

ENERGIE

1. *Prie* les pays les moins avancés de continuer d'inclure dans leurs plans de développement relatifs à l'énergie des mesures de conservation de l'énergie et d'évaluer la structure de la consommation de sources d'énergie, y compris le bois de chauffage et ses incidences sur l'environnement;

2. *Demande* aux pays donateurs développés et aux autres pays à même de le faire d'aider les pays les moins avancés à planifier et à appliquer ces mesures et d'appuyer, autant que possible, des mesures visant à assurer l'approvisionnement en énergie et la conservation de l'énergie, en particulier par la mise en valeur de sources d'énergie renouvelables, ainsi que par le reboisement;

V

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Considérant que le développement industriel est un objectif important dans la lutte contre le sous-développement, du point de vue aussi bien de l'emploi que de la diversification économique nécessaire,

Considérant également que, dans beaucoup des pays les moins avancés, les politiques de développement industriel témoignent de la priorité accordée aux agro-industries,

Prenant note de la résolution 6 adoptée le 19 août 1984 par la quatrième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel¹¹⁵,

1. *Souligne* que les pays les moins avancés devraient :

a) Continuer d'accorder la priorité dans leur développement industriel aux agro-industries, aux industries produisant des facteurs de production agricoles et aux industries consommatrices de matières premières locales;

b) Favoriser le développement d'entreprises nationales productives, en particulier de petites et moyennes entreprises, à fort coefficient de main-d'œuvre;

c) Améliorer encore le cadre économique, juridique et financier du développement industriel de toutes les formes de coopération internationale, y compris les coentreprises entre firmes de pays les moins avancés et firmes d'autres pays, dans le cadre des politiques et priorités nationales;

d) Donner la priorité à la maintenance et à l'exploitation optimale de la capacité industrielle existante;

e) Rechercher des technologies appropriées, adaptées aux besoins locaux et aux capacités locales de maintenance et de réparation;

f) Exploiter pleinement le potentiel de l'Etat, mais aussi améliorer les encouragements à l'esprit d'entreprise et appuyer les initiatives locales conformément aux politiques nationales;

¹¹³ Voir *Rapport de la Conférence internationale sur la population, 1984, Mexico, 6-14 août 1984* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.84.XIII.8 et rectificatifs).

¹¹⁴ Voir *Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, dé-*

veloppement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10), chap. I.

¹¹⁵ Voir ID/CONF.5/46 et Corr.1 et 2, chap. II, sect. B.

2. *Demande aux pays donateurs :*

- a) D'accroître leur appui effectif aux pays les moins avancés dans l'exécution de ces tâches, compte tenu des priorités convenues mentionnées plus haut;
- b) De faire résolument reposer leurs contributions sur les initiatives et la participation locales;
- c) D'associer la formation de techniciens et de cadres à l'assistance financière;
- d) D'accorder l'assistance, si possible, sur une base pluriannuelle;
- e) D'aider à la mise en valeur des ressources locales en matières premières quand il le faut pour rendre les industries locales moins vulnérables aux problèmes de balance des paiements;

VI

INFRASTRUCTURES MATERIELLE ET INSTITUTIONNELLE

Considérant qu'il est extrêmement important pour les pays les moins avancés de surmonter leurs handicaps en matière d'infrastructures institutionnelle et matérielle,

Considérant également que, pour l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action, il faudrait s'attacher davantage en particulier à renforcer la capacité institutionnelle, qui joue un grand rôle notamment dans l'efficacité des programmes d'aide au développement, des secours en cas de catastrophe et de la coordination de l'aide,

1. *Prie* les pays les moins avancés de continuer à renforcer leur capacité de planification, de surveillance, d'évaluation et d'exécution, en vue, en particulier, de l'orienter vers la mise en place d'un cadre de politique générale qui permette d'exploiter de manière efficace et réelle les possibilités de développement dans chaque pays;
2. *Prie également* les pays les moins avancés de faire le nécessaire en matière d'infrastructure matérielle pour que la capacité existante soit pleinement utilisée, en assurant les dépenses ordinaires de maintenance et les investissements nécessaires pour équilibrer, moderniser et remplacer les équipements, étant entendu que beaucoup des pays les moins avancés auront besoin à court terme d'une assistance extérieure, car, bien souvent, ils ne pourront pas financer entièrement ces dépenses sur les ressources intérieures;
3. *Demande* aux donateurs d'apporter aux pays les moins avancés une assistance technique et une aide financière à long terme pour améliorer leurs infrastructures matérielle et institutionnelle;

4. *Demande en outre* aux donateurs d'accorder une attention spéciale aux moyens de transport et aux liaisons de transit des pays les moins avancés, en particulier des pays sans littoral et des pays insulaires;

5. *Souligne* l'utilité particulière de routes et pistes de desserte pour accéder aux zones rurales éloignées afin de faciliter l'accès aux marchés de leurs produits agricoles et l'acheminement de secours d'urgence;

VII

ENVIRONNEMENT

Considérant la corrélation étroite entre la pauvreté et l'environnement,

Considérant en outre qu'il peut y avoir conflit entre les besoins immédiats des populations des pays les moins avancés et la nécessité de protéger l'environnement,

1. *Prie instamment* tous les pays les moins avancés et tous les donateurs de tenir de plus en plus compte des conséquences, pour l'environnement, des mesures de développement, notamment du problème de la désertification;
2. *Demande* aux donateurs d'appuyer les initiatives prises par les pays les moins avancés pour la protection de l'environnement, en particulier la protection des sols, le boisement, le reboisement et la recherche et la conservation des ressources en eau;
3. *Prie* les pays les moins avancés de s'attacher de plus en plus à inclure les questions d'environnement dans la planification du développement et à associer activement la population locale à toutes les mesures prises;

VIII

PAYS LES MOINS AVANCÉS INSULAIRES ET PAYS LES MOINS AVANCÉS SANS LITTORAL

Ayant à l'esprit les problèmes particuliers des pays les moins avancés sans littoral et insulaires, comme il ressort des résolutions 137 (VI) et 138 (VI) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en date du 2 juillet 1983³⁸, et de la résolution 319 (XXXI) du Conseil du commerce et du développement, du 27 septembre 1985³⁹,

1. *Exhorte* les pays de transit à intensifier leur coopération avec les pays les moins avancés sans littoral afin d'atténuer les problèmes de transport en transit de ces derniers.

2. *Demande* aux donateurs de prêter attention aux pays les moins avancés sans littoral et insulaires dans leur assistance technique et financière, en s'intéressant surtout aux mises de fonds dans le développement d'infrastructures;

3. *Prie* les organismes des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, de continuer à aider ces pays les moins avancés à résoudre leurs problèmes particuliers de transport en transit et de communications;

IX

SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE

Considérant que les catastrophes naturelles et provoquées par l'homme ont sérieusement aggravé la situation déjà difficile des pays les moins avancés,

1. *Prie* les gouvernements des pays les moins avancés, dans leurs politiques et priorités nationales, de renforcer leur capacité de réagir aux catastrophes et de faire en sorte que les secours puissent être librement acheminés vers toutes les victimes;

2. *Souligne* la nécessité de mieux coordonner les efforts à la fois au niveau national et au niveau international;

3. *Demande* aux donateurs d'aider les pays les moins avancés, tout en respectant pleinement leur souveraineté, à porter secours aux populations touchées par la catastrophe, en incluant notamment dans leur assistance un soutien logistique et des moyens de transport;

4. *Demande instamment* aux donateurs d'aider les pays les moins avancés non seulement en cas de catastrophe, mais aussi quand il s'agit de renforcer les moyens dont ces pays disposent pour se préparer à d'éventuelles catastrophes, y compris en mettant en place un système d'alerte avancée élargi pour les catastrophes naturelles, ainsi que des installations de stockage de denrées alimentaires;

5. *Demande* à tous les pays de faire en sorte que l'aide alimentaire et les autres approvisionnements destinés à soulager les victimes puissent parvenir au pays qui en a besoin, de la manière la plus rapide et la plus efficace;

6. *Demande* aux donateurs et aux pays les moins avancés de tenir compte des objectifs du développement à plus long terme au moment de mettre en œuvre des secours d'urgence, en particulier en ce qui concerne la production et la distribution de denrées alimentaires;

7. *Encourage* tous les pays à continuer d'associer les organisations non gouvernementales et le grand public aux efforts de secours;

X

MOBILISATION DES RESSOURCES INTERIEURES

1. *Prie instamment* les pays les moins avancés de continuer de se doter d'un cadre de politiques appropriées — telles que politiques de fixation des prix, réforme institutionnelle, rationalisation des dépenses publiques et de la gestion du secteur public et mesures visant à mobiliser l'épargne intérieure par la fiscalité, les institutions financières intérieures et le secteur rural — afin d'accroître la mobilisation des ressources intérieures, puis d'en assurer l'utilisation efficace, et de renforcer leurs institutions nationales financières et de planification;

2. *Demande instamment* aux pays donateurs développés et aux institutions multilatérales d'apporter aux pays les moins avancés une assistance technique pour renforcer leurs institutions financières et de planification et de leur accorder une aide financière en vue de stimuler la mobilisation des ressources intérieures;

XI

TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES

Considérant que l'action des pays les moins avancés sur le plan national, y compris des mesures énergiques pour mobiliser les ressources intérieures, devrait se compléter de mesures d'appui sur le plan international sous forme à la fois d'un accroissement substantiel des transferts de ressources financières et de politiques et programmes relatifs aux modalités de l'aide,

1. *Demande* à la communauté internationale de continuer à s'efforcer particulièrement d'accroître ses contributions puisque seul un accroissement substantiel de l'aide publique au développement en valeur réelle pendant la décennie en cours permettra aux pays les moins avancés d'atteindre les objectifs de leurs programmes nationaux dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action;

2. *Réaffirme* la résolution 142 (VI) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 2 juillet 1983³⁸ telle qu'elle a été adoptée, par laquelle la Conférence a demandé instamment aux pays donateurs, dans le cadre général du nouveau Programme tel qu'il a été adopté et afin de progresser vers l'objectif de 0,7 p. 100, d'arriver à affecter 0,15 p. 100 de leur produit national brut à l'aide publique au déve-

loppement ou de doubler cette aide aux pays les moins avancés dès 1985 ou le plus tôt possible après cette date;

3. *Constate avec satisfaction* que, depuis 1981, plusieurs pays donateurs ont contribué à une aide publique au développement pour 0,15 p. 100 de leur produit national brut ou ont doublé l'aide publique au développement qu'ils accordent aux pays les moins avancés;

4. *Fait appel* aux pays donateurs qui n'ont pas encore contribué pour 0,15 p. 100 de leur produit national brut ou n'ont pas encore doublé l'aide publique au développement qu'ils accordent aux pays les moins avancés pour qu'ils mettent tout en œuvre afin d'atteindre ces objectifs ainsi qu'ils sont définis dans la résolution 142 (VI) de la Conférence;

5. *Souligne* l'importance décisive de l'aide multilatérale aux pays les moins avancés par des intermédiaires comme l'Association internationale de développement, le Fonds international de développement agricole, les banques régionales de développement et leurs fonds, le Programme des Nations Unies pour le développement, y compris son Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, le Fonds d'équipement des Nations Unies et le Programme des Volontaires des Nations Unies;

6. *Demande* aux pays donateurs d'acheminer une proportion appréciable de leur aide par l'intermédiaire des institutions et organisations multilatérales de développement, en particulier celles qui s'occupent des besoins des pays les moins avancés, dans la perspective des accroissements substantiels globaux de l'aide publique au développement pour les pays les moins avancés;

7. *Souligne* le rôle important que l'Association internationale de développement joue dans les programmes d'aménagements de structure des pays les moins avancés dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action, tout en notant avec regret que le niveau de la septième opération de reconstitution des ressources de l'Association a été inférieur à celui de la sixième et constatant avec satisfaction que le Comité du développement, à sa vingt-septième assemblée, tenue à Séoul, le 7 octobre 1985, a demandé instamment qu'une huitième opération satisfaisante et suffisante des ressources soit achevée d'ici à septembre 1986;

XII

DETTE

Considérant que la charge de la dette et de son service a notablement augmenté pour les pays les moins avancés depuis l'adoption du nouveau Programme substantiel d'action,

Considérant également qu'il est de l'intérêt à la fois des créanciers et des débiteurs que les engagements des pays les moins avancés en matière de dette soient honorés,

1. *Note avec satisfaction* qu'un certain nombre de pays donateurs ont réagi favorablement à la section A de la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement, en date du 11 mars 1978¹⁰⁹, en annulant la dette d'aide publique au développement ou en prenant d'autres mesures équivalentes et invite fermement les autres donateurs qui ne l'ont pas encore fait à donner pleinement suite aux engagements contractés en application de cette résolution, en tenant compte du paragraphe 71 du nouveau Programme substantiel d'action;

2. *Note en outre* que le remboursement de la dette contractée envers les institutions multilatérales d'aide est l'un des éléments de la charge globale que le service de la dette impose aux pays les moins avancés et invite ces institutions à tenir compte dans leurs programmes de prêts aux pays les moins avancés;

3. *Invite* les créanciers qui ont accordé aux pays les moins avancés des prêts d'Etats ou garantis par l'Etat à prendre, en concluant un accord de rééchelonnement de la dette pour l'un des pays les moins avancés, dûment en considération, entre autres choses, les mesures d'ajustement adoptées par le pays débiteur pour rétablir sa capacité d'assurer le service de sa dette et sa croissance à long terme;

4. *Invite* les donateurs et les organisations internationales compétentes à aider les pays les moins avancés à renforcer leurs structures administratives afin de permettre une surveillance continue et une gestion efficace de la dette des pays les moins avancés, de sa structure et des échéanciers de son service;

5. *Recommande* qu'au moment de passer en revue la situation économique et financière de l'un des pays les moins avancés lors des réunions d'examen par pays, il soit peut-être aussi tenu compte de l'état de sa dette;

XIII

MODALITES DE L'AIDE

1. *Reconnait*, pour ce qui est des modalités de l'aide, ce qui suit :

a) Des perspectives claires à moyen terme et un caractère plus prévisible du volume et de la nature des ressources disponibles sont importants

pour les pays les moins avancés, de même que pour la communauté des donateurs afin qu'elle puisse adapter son assistance avec flexibilité et efficacité à l'évolution des besoins, objectifs et priorités de ces pays;

b) Pour ramener au minimum les retards dans les versements, des paiements anticipés devraient être faits quand il convient et toutes les parties devraient chercher des solutions aux problèmes de versement;

2. *Demande instamment* aux donateurs de prendre les dispositions voulues aux fins suivantes :

a) L'aide bilatérale publique au développement accordée aux pays les moins avancés sera octroyée essentiellement sous forme de dons, étant entendu toutefois que l'accroissement des apports peut nécessiter un dosage des types d'aide, tels que dons, prêts à des conditions de faveur et autres formes d'assistance;

b) Les organisations et institutions multilatérales d'aide au développement qui s'occupent des besoins des pays les moins avancés accorderont des crédits à ces pays à des conditions extrêmement favorables, pour autant que leurs procédures de prêt le permettent;

c) L'aide aux pays les moins avancés est déliée au maximum; en cas d'impossibilité, il faudrait prendre les dispositions voulues pour contribuer à compenser les inconvénients de l'aide liée;

d) Les opérations couvertes par un financement associé, quel qu'il soit, sont généralement évitées pour les pays les moins avancés parce qu'elles sont assorties de conditions relativement rigoureuses; si elles interviennent néanmoins, il faudrait veiller à ce qu'elles comprennent un fort élément d'aide publique au développement;

3. *Recommande* ce qui suit en ce qui concerne les différents types et formes d'aide :

a) En particulier pour appuyer les mesures d'ajustement intérieur dans les pays les moins avancés, les donateurs devraient accorder leur aide sous des formes plus flexibles, notamment un soutien de la balance des paiements, et, à un niveau sectoriel, aux fins de modernisation et de meilleure maintenance, ainsi que pour la réalisation des objectifs du développement à plus long terme;

b) Les donateurs devraient accroître encore, le cas échéant, leur participation au financement des dépenses locales et renouvelables; il conviendrait aussi de prendre des dispositions appropriées pour la prise en charge progressive des dépenses renouvelables par les pays les moins avancés;

c) Les programmes d'aide devraient prévoir, autant que possible, le recours à des consultants et experts locaux;

4. *Conclut*, en ce qui concerne l'assistance technique, ce qui suit :

a) Etant donné la nécessité de mettre en valeur les ressources humaines, l'assistance technique des donateurs est capitale et devrait accompagner l'aide financière autant que possible;

b) Il est important d'intégrer davantage les différents apports de coopération technique, y compris la fourniture de matériel;

c) Une bonne coordination de l'assistance technique par les pays les moins avancés est essentielle; les donateurs sont priés d'appuyer le renforcement des institutions d'administration et de planification de l'aide dans les pays les moins avancés en vue d'améliorer les compétences en matière de coordination au niveau national;

d) Les donateurs et les pays les moins avancés devraient accorder une attention accrue à la nomination d'experts expatriés remplissant les conditions requises, pour la formation d'un personnel national homologué, au maintien de la stabilité de leur affectation et au renforcement des établissements de formation dans les pays les moins avancés;

XIV

COMMERCE EXTERIEUR ET MESURES DE POLITIQUE COMMERCIALE

Notant avec préoccupation les problèmes qui se posent dans le secteur du commerce extérieur des pays les moins avancés, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus au paragraphe 65 de la première partie de l'examen,

1. *Reconnait* les progrès accomplis dans l'accès des produits des pays les moins avancés aux marchés des pays industrialisés, en particulier au titre du système généralisé de préférences;

2. *Note* comme un fait positif l'initiative prise par la Communauté économique européenne d'instituer un système analogue au STABEX¹¹⁰ pour les pays les moins avancés qui ne sont pas parties à la Convention de Lomé;

3. *Recommande* aux pays les moins avancés de veiller tout spécialement à appliquer les mesures énoncées aux paragraphes 56 à 58 du nouveau Programme substantiel d'action en faisant particulièrement place aux facteurs énumérés ci-dessus au paragraphe 51 de la première partie de l'examen;

4. *Invite* les pays les moins avancés à tirer pleinement parti des possibilités déjà offertes en matière d'accès aux marchés, en particulier au titre du système généralisé de préférences;

5. *Demande* à la communauté internationale d'intensifier les efforts destinés à renforcer et à améliorer le système commercial multilatéral ouvert dans l'intérêt de tous les pays, en tenant compte des besoins propres aux pays les moins avancés;

6. *Invite* tous les pays en cause à poursuivre leur action en vue de faciliter le commerce des pays les moins avancés en abaissant ou en supprimant les obstacles tarifaires et non tarifaires à leurs exportations, conformément au paragraphe 77 du nouveau Programme substantiel d'action et à la Déclaration ministérielle adoptée le 29 novembre 1982 par les Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce⁴⁵;

7. *Demande* aux pays donneurs de préférences, s'ils ne l'ont pas encore fait, de continuer à procéder, dans leurs schémas au titre du système généralisé de préférences, à des améliorations en faveur des pays les moins avancés, sur une base non discriminatoire, notamment par l'assouplissement des prescriptions en matière de règles d'origine, l'extension de la liste des produits admis au régime préférentiel et le prolongement de la durée de ces schémas pendant une période raisonnable, afin de faciliter l'accès en franchise le plus large possible aux produits qui présentent de l'intérêt pour les pays les moins avancés;

8. *Demande* aux pays développés de fournir les ressources nécessaires pour renforcer les moyens d'assistance technique afin que les pays les moins avancés puissent profiter pleinement du système généralisé de préférences;

9. *Demande également* aux pays développés qui sont à même de le faire d'explorer les possibilités de promouvoir des arrangements à long terme pour la vente des produits exportés par les pays les moins avancés, conformément à l'alinéa c du paragraphe 79 du nouveau Programme substantiel d'action;

10. *Invite* les pays développés et les institutions multilatérales, le Centre du commerce international CNUCED/GATT et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à accorder une assistance technique et financière appropriée pour appuyer les stratégies d'exportation et les efforts de promotion commerciale des pays les moins avancés;

11. *Demande* aux pays en développement qui sont à même de le faire d'accorder un traitement préférentiel aux importations de marchandises produites par les pays les moins avancés, conformément à l'alinéa a du paragraphe 13 de la résolution 142 (VI) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement³⁸;

12. *Invite* tous les pays à intensifier leurs efforts en vue d'un recours plus large, s'il y a lieu et si possible, aux accords internationaux de produit pour la stabilisation des prix des exportations des pays les moins avancés;

13. *Prie* la communauté internationale de prendre les dispositions convenables pour que le Fonds commun pour les produits de base commence à fonctionner rapidement; le Fonds, quand ses opérations débiteront, devrait accorder toute l'importance voulue aux produits qui présentent de l'intérêt pour les pays les moins avancés en arrêtant ses priorités pour l'affectation des ressources du deuxième compte;

14. *Invite* les pays développés importateurs qui ne l'ont pas encore fait à envisager des dispositions en matière de stabilisation des recettes d'exportation, conformément au paragraphe 83 du nouveau Programme substantiel d'action, et note en outre l'institution, par la décision 317 (S-XIV) du Conseil du commerce et du développement en date du 27 juin 1985¹¹⁶, d'un groupe intergouvernemental d'experts chargé notamment d'examiner la question;

15. *Invite* le Fonds monétaire international à rechercher, dans les limites de ses règles existantes, les moyens d'améliorer l'utilisation, par les pays les moins avancés, de son mécanisme de financement compensatoire;

XV

COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

1. *Demande* à tous les pays en développement de donner suite aux recommandations relatives à la coopération économique entre pays en développement, telles qu'elles figurent dans la résolution 142 (VI) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

2. *Prie* tous les pays donateurs et les institutions multilatérales de soutenir et de renforcer la coopération économique entre pays en développement, en particulier en ce qui concerne les projets qui présentent de l'in-

¹¹⁶ Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quarantième session, Supplément n° 15 (A/40/15), vol. I, deuxième partie, sect. II.A.

térêt pour les pays les moins avancés, de manière que les pays en cause aient pleinement part aux avantages résultant de cette coopération;

XVI

ROLE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Considérant que les organisations non gouvernementales peuvent apporter une contribution positive au développement des pays les moins avancés, ainsi que des secours précieux en cas de catastrophe,

1. *Demande* aux gouvernements des pays les moins avancés et aux donateurs d'encourager la participation active de la population locale, femmes et hommes, par l'intermédiaire d'organismes non gouvernementaux;

2. *Demande* aux organisations non gouvernementales de se conformer aux politiques et à la législation nationales des pays d'accueil et, tout en préservant leur caractère propre, de contribuer à l'application des priorités du développement des pays les moins avancés, en coopérant avec les autorités et organisations compétentes à l'exécution de programmes de développement efficaces;

3. *Invite* les organisations non gouvernementales des pays donateurs à renforcer leur rôle de sensibilisation de l'opinion dans leur pays d'origine et de mobilisation de ressources accrues de provenance privée et publique au profit des pays les moins avancés;

XVII

COORDINATION ET SURVEILLANCE

1. *Réaffirme* l'importance de la coordination, du suivi et de la surveillance aux niveaux national, régional et global, en tant qu'éléments essentiels à l'application du nouveau Programme substantiel d'action;

2. *Réaffirme également* le rôle de surveillance de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement au niveau global et prie le Secrétaire général de la Conférence de poursuivre et d'intensifier ses travaux, comme il est spécifié au paragraphe 121 du nouveau Programme substantiel d'action;

3. *Se félicite* de l'attention croissante prêtée à la coordination au niveau national;

4. *Reconnaît* qu'une coordination, une surveillance et un suivi efficaces au niveau national doivent être continus;

5. *Souscrit* aux résultats, en matière de coordination des programmes d'assistance, de la Réunion d'experts gouvernementaux de pays donateurs et d'institutions multilatérales et bilatérales d'assistance financière et technique avec les représentants de pays les moins avancés au titre de la préparation de l'examen global, à mi-parcours, de l'application du nouveau Programme substantiel d'action, tenue à Genève, en mai 1985¹¹⁷;

6. *Accueille avec satisfaction* les dispositions prises par la Banque mondiale et par le Programme des Nations Unies pour le développement en vue d'améliorer le système de groupes consultatifs et de tables rondes, notamment en renforçant la coopération entre les institutions et organisations multilatérales, ainsi que les efforts réalisés avec l'aide du Fonds pour le financement de mesures spéciales du Programme des Nations Unies pour le développement, des contributions volontaires, ainsi que des contributions spécifiques des pays donateurs, en faveur des pays les moins avancés;

7. *Souligne* le rôle essentiel de chacun des pays les moins avancés dans la coordination des activités d'aide;

8. *Souligne en outre* l'importance de la coordination au niveau sectoriel dans chacun des pays les moins avancés afin d'assurer aux activités de développement la plus grande efficacité possible;

9. *Prie* les gouvernements des pays les moins avancés de continuer à renforcer leur appareil de planification et leur capacité administrative afin d'améliorer la planification, la négociation et l'utilisation de l'assistance extérieure;

10. *Prie* les pays les moins avancés de veiller, avec le concours des organismes chefs de file, à la qualité et à la distribution rapide des documents préparatoires pour les tables rondes et les réunions de groupes consultatifs, condition essentielle du succès de ces réunions;

11. *Prie* les institutions multilatérales de continuer à améliorer la qualité, la cohésion et la distribution en temps voulu de la documentation de fond qu'elles présentent aux tables rondes et réunions de groupes consultatifs;

12. *Prie* les pays donateurs et les institutions multilatérales d'accorder davantage d'attention à une représentation locale et à une coordination sectorielle appropriées;

¹¹⁷ Voir TD/B/1055 et Corr.1, deuxième partie.

13. *Demande instamment* aux donateurs qui sont à même de le faire d'appuyer les plans ou programmes de développement des pays les moins avancés au moyen d'engagements pluriannuels, prévisibles et susceptibles de surveillance, ainsi que par des versements réalisés en temps voulu;

14. *Demande* aux organismes des Nations Unies de coopérer étroitement dans chacun des pays les moins avancés, sous l'égide du coordonnateur résident, comme il est stipulé au paragraphe 124 du nouveau Programme substantiel d'action;

15. *Réaffirme* le paragraphe 123 du nouveau Programme substantiel d'action, où il est demandé au Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, en collaboration étroite avec le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les secrétaires exécutifs des commissions régionales et les institutions désignées comme chefs de file pour les réunions d'examen par pays, d'assurer, au niveau du secrétariat, la mobilisation et la coordination pleines et entières de tous les organes, organisations et organismes des Nations Unies aux fins de l'exécution et du suivi du nouveau Programme;

16. *Demande instamment* aux coordonnateurs résidents des Nations Unies de répondre positivement aux demandes des gouvernements des pays hôtes les priant d'élargir, quand il y a lieu, leur rôle de coordination;

17. *Prie* la communauté internationale et les institutions multilatérales :

a) De veiller à ce que les réunions d'examen aient pour résultat de faciliter un apport accru d'aide extérieure, notamment grâce à une meilleure compréhension et à un dialogue sincère entre les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement;

b) D'harmoniser autant que possible les conditions et procédures appliquées par les donateurs afin d'arriver à une démarche coordonnée propice à l'application des programmes de développement des pays les moins avancés.

40/206. Nouvel ordre humain international : aspects moraux du développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 37/225 du 20 décembre 1982 et 38/170 du 19 décembre 1983, intitulées "Nouvel ordre humain international : aspects moraux du développement", ainsi que le rapport du Conseil économique et social sur son examen de la question¹¹⁸ et la décision 1983/171 du Conseil, en date du 25 juillet 1983,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹¹⁹ où figurent les réponses des gouvernements à ce sujet,

Tenant compte des vues exprimées sur la question à la Deuxième Commission¹²⁰,

1. *Prie* les Etats Membres de présenter au Secrétaire général des observations et suggestions supplémentaires sur la question;

2. *Décide* d'examiner la question à sa quarante-deuxième session, sur la base d'un rapport du Secrétaire général prenant en considération les suggestions des Etats Membres.

119^e séance plénière
17 décembre 1985

40/207. Tendances à long terme du développement économique

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, où figurent la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, qui contient la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale, et 35/56 du 5 décembre 1980, en annexe à

laquelle figure la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant également sa résolution 3508 (XXX) du 15 décembre 1975, par laquelle elle a mis en train les travaux d'analyse concernant l'examen, dans le cadre du système des Nations Unies, des tendances à long terme du développement économique et social dans le monde, et sa résolution 37/249 du 21 décembre 1982, dans laquelle elle a notamment décidé que l'étude des perspectives socio-économiques d'ensemble du développement économique mondial jusqu'à l'an 2000 serait revue et mise à jour,

Rappelant en outre sa résolution 32/197 du 20 décembre 1977, relative à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, par laquelle elle a notamment décidé d'entreprendre des analyses et des synthèses intersectorielles approfondies sur des questions de développement et de déterminer et signaler à l'attention des gouvernements les problèmes économiques et sociaux naissants qui ont une portée internationale,

Affirmant la nécessité de réagir de façon efficace et en temps voulu aux problèmes économiques internationaux imprévus,

Considérant que 1985 marque le quarantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies et que l'application de l'Article 55 de la Charte contribuera à créer les conditions de croissance soutenue, de stabilité et de bien-être qui sont nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales,

Consciente que le maintien de la paix et de la sécurité, la promotion du désarmement, la confiance mutuelle et le renforcement de la coopération internationale contribueraient à améliorer les perspectives socio-économiques générales pour tous les pays,

Craignant que les faibles taux de croissance n'aient de graves répercussions sur l'économie mondiale, en particulier sur les pays en développement,

Constatant avec une grave préoccupation que l'Afrique est le seul continent où les niveaux de vie ont baissé depuis dix ans et où, comme le soulignent toutes les prévisions, la croissance économique réelle par habitant restera proche de zéro ou sera négative, en moyenne, jusqu'à l'an 2000, à moins qu'on ne prenne des mesures radicales,

Réaffirmant la pertinence d'une étude des perspectives à long terme pour stimuler l'élaboration de politiques et la prise de décisions touchant les stratégies du développement et la coopération économique aux échelons national, régional et mondial,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les perspectives socio-économiques d'ensemble du développement économique mondial jusqu'à l'an 2000¹²¹;

2. *Décide*, sous réserve de l'examen du prochain rapport lors de sa quarante-deuxième session, de continuer à faire établir et soumettre des rapports sur les perspectives socio-économiques d'ensemble du développement économique mondial jusqu'à l'an 2000, lesdits rapports devant être conçus de manière à identifier les difficultés potentielles et les problèmes critiques que fait apparaître l'économie mondiale;

3. *Prie* le Secrétaire général, lorsqu'il établira le rapport, de s'attacher spécialement à l'effet, sur le développement économique et social, des tendances et de la future évolution, notamment, des échanges commerciaux et des apports financiers internationaux, des problèmes de l'en-

¹¹⁸ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-huitième session, Supplément n° 3 (A/38/3), chap. II, par. 61 à 64.

¹¹⁹ A/40/591.

¹²⁰ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Deuxième Commission, 24^e et 30^e séances; et *ibid.*, Deuxième Commission, Fascicule de session, rectificatif.

¹²¹ A/40/519.